



2018

POLITIQUE DE VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Remis au Conseil d'Administration

21/09/2018





Table des matières

POLITIQUE VÉRIFICATIONS DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	3
ENTRÉE EN VIGUEUR	3
I – GÉNÉRALITÉS	3
1.1 – LISTE DES ORGANISATIONS RECONNUES	3
II – POLITIQUE	3
2.1 – ORGANISATIONS RECONNUES	3
2.2 – PERSONNEL RÉMUNÉRÉ	5
2.3 – COLLECTE D’INFORMATION	5



POLITIQUE VÉRIFICATIONS DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Afin d'offrir un environnement sécuritaire pour la pratique de La Crosse au Québec, les administrateurs d'organisations reconnues doivent se soumettre à une vérification des antécédents judiciaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent document entre en vigueur à la date de son approbation par le conseil d'administration De la FCQ.

Approuvée par le Conseil d'Administration le 17 Décembre 2018.

I – GÉNÉRALITÉS

Les personnes désirant s'affilier à la FCQ doivent être conforme aux règles d'admission et se conformer à une vérification des antécédents judiciaires.

1.1 – LISTE DES ORGANISATIONS RECONNUES

La politique de la vérification des antécédents judiciaire s'adresse aux;

- Fédération de Crosse du Québec
- Associations de Crosse Mineures
- Équipes de Crosse mineures
- Équipes de Crosse seniors
- Liges de Crosse mineures
- Ligues de Crosse seniors

II – POLITIQUES & PROCÉDURES

2.1 – ORGANISATIONS RECONNUES

2.1.1 La politique et la procédure de vérification des antécédents judiciaires doivent être intégrées à l'ensemble des politiques mises en vigueur par les organisations reconnues.

2.1.2 Les organisations reconnues ont les obligations suivantes :

- a. Prendre toutes les mesures pour s'assurer de la santé, de la sécurité et du bien-être de ses membres.
- b. Prendre toutes les mesures raisonnables afin de protéger ses membres des préjudices auxquels leur vulnérabilité les expose.
- c. Prendre toutes les mesures pour s'assurer que les personnes en contact avec les membres ne représentent pas un danger pour eux ou une menace à leur intégrité physique ou morale.
- d. Agir avec éthique et dans le respect des droits des membres.

2.1.3 Sont sujettes au processus de vérification des antécédents judiciaires, les personnes suivantes :

- a. Tous les administrateurs, entraîneurs, officiels et tout autre personnel en position d'autorité.
- b. Tout membre du personnel inscrit sur la feuille de match officielle d'une équipe qui participe à une partie, tournoi ou Championnat quelconque.



c. Tout le personnel d'encadrement (entraîneurs, entraîneurs-adjoint, physiothérapeute, gérant) œuvrant auprès des équipes de moins de 18 ans participant à une partie, tournoi ou Championnat quelconque.

2.1.4 La vérification des antécédents judiciaires se fait dès que la demande d'affiliation est présentée.

2.1.5 La vérification doit être refaite au moins tous les trois (3) ans.

2.1.6 Lors de la demande d'affiliation, le candidat s'engage à signer un formulaire autorisant l'organisation reconnue à faire la demande de recherche des antécédents judiciaires, à un corps policier ou toute autre agence autorisée à faire une recherche judiciaire.

2.1.6 Lors de la demande d'affiliation, le candidat s'engage à signer un formulaire autorisant l'organisation reconnue à procéder en tout temps à la révision de la vérification des antécédents judiciaires.

2.1.7 Lors de la demande d'affiliation, le candidat s'engage à signer un formulaire autorisant l'organisation reconnue à demander à toute personne désirant s'affilier comme membre, qu'elle fasse elle-même une demande auprès d'un corps policier afin d'obtenir un document certifiant qu'elle n'a pas d'antécédents judiciaires.

Il est de la responsabilité de cette personne de déposer le certificat attestant qu'elle ne possède pas d'antécédents judiciaires. Si elle possède des antécédents judiciaires, la personne doit déposer une copie du plumitif afin de vérifier si les infractions qui lui sont reprochées sont incompatibles avec la fonction qu'elle exerce ou qu'elle désire exercer au sein de l'organisation reconnue.

2.1.8 Une organisation reconnue peut décider de procéder par ses propres moyens à la vérification des antécédents judiciaires en autant qu'elle possède les autorisations décrites ci-haut et par l'intermédiaire d'une entente cadre convenue entre la Fédération et un service de police ou une firme autorisée à procéder aux recherches des antécédents judiciaires.

La recherche des antécédents judiciaires se limite aux infractions décrites ci-après :

- Violence
- Infraction à caractère sexuel
- Drogue et stupéfiant
- Crimes économiques (administrateurs seulement)

2.1.9 Lorsqu'un candidat possède des antécédents judiciaires semblables à ceux décrits aux présentes, la demande d'affiliation est automatiquement rejetée.

2.1.10 Lorsque l'on découvre qu'un membre possède des antécédents judiciaires identiques à ceux décrits aux présentes, son dossier est transmis au comité de discipline de la Fédération ou au comité de discipline de l'organisation reconnue conformément aux règlements de discipline.

2.1.11 Nonobstant toutes les dispositions prévues aux règlements de discipline, le comité de discipline n'aura d'autre choix, lorsque les antécédents judiciaires auront été prouvés, que d'annuler l'affiliation ou de la maintenir.

- 2.1.12 En cas de maintien, le comité de discipline peut imposer des conditions particulières. Ces conditions peuvent être de différentes natures. À titre d'exemple, le comité peut demander à ce que la personne s'engage à présenter une demande de pardon si elle y est admissible. Le comité peut également imposer des mesures d'encadrement ou de surveillance qui garantiront la protection des mineurs.
- 2.1.13 La personne faisant l'objet d'une décision du comité de discipline, bien qu'elle possède des antécédents judiciaires, devra s'engager par écrit à respecter les conditions imposées par le comité. Le non-respect de l'engagement entraînera la révocation de l'affiliation.

2.2 – PERSONNEL RÉMUNÉRÉ

- 2.2.1 Lorsqu'il s'agit d'une personne rémunérée, la Fédération, le conseil d'administration de l'organisation reconnue peut, lorsqu'il apprend que la personne a des antécédents judiciaires, la suspendre avec solde pendant la durée de l'analyse de son dossier, et ce, jusqu'à la prise de décision finale.
- 2.2.2 Un avis écrit doit être donné à la personne suspendue. L'avis contiendra le motif de la suspension, la durée et la date où elle pourra faire valoir son point de vue à la personne désignée pour étudier son dossier.
- 2.2.3 La personne désignée pourra maintenir l'employé dans ses fonctions, recommander son congédiement ou lui imposer des conditions qu'il doit s'engager par écrit à respecter.
- 2.2.4 Le Directeur de la Fédération est désigné comme étant la personne responsable de la réception des demandes de renvoi au comité de discipline provincial.

2.3 – COLLECTE D'INFORMATION

- 2.3.1 Les organismes reconnus doivent désigner une personne pour la transmission des renseignements personnels au corps policier.
- 2.3.2 Un formulaire de consentement est remis à chaque personne visée par la vérification des antécédents judiciaires. Une fois rempli, le formulaire est retourné dans une enveloppe cachetée, à la personne désignée pour la transmission des renseignements au corps policier.
- 2.3.3 Une copie du formulaire dûment rempli est versée au dossier de la personne concernée. Ce dossier est conservé sous clé dans un endroit approprié dont l'accès est limité.
- 2.3.4 Dès que tous les formulaires appropriés ont été reçus, la personne désignée pour la transmission des renseignements personnels prépare la liste des personnes dont les antécédents judiciaires doivent être vérifiés.
- Cette liste et les formulaires sont ensuite acheminés au corps policier qui communiquera à son tour les résultats de son enquête selon les modalités déterminées lors de l'entente avec le corps policier.
- 2.3.5 L'information confidentielle ne doit être communiquée que si cela s'avère nécessaire.



2.3.6 Les renseignements personnels obtenus tout au long de la vérification des antécédents judiciaires ne doivent être utilisés qu'à la seule fin de déterminer l'affiliation d'un membre ou le maintien dans son emploi.

Dans toute autre circonstance, le consentement de la personne concernée est requis avant de pouvoir communiquer ces renseignements à quiconque.

2.3.7 Les documents relatifs à la vérification des antécédents judiciaires seront conservés au dossier pour une période maximale de trois ans après la cessation de l'affiliation.

Durant la période de conservation de ces renseignements personnels, le service de garde doit prendre toutes les mesures raisonnables pour en protéger la confidentialité.